

Communiqué

La crise du porc secouera toute l'agriculture *Eau Secours!* invite les agriculteurs à la prudence avant que nous enlisions toutes nos sources d'eau

Montréal, le 24 janvier 2007 – La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau – *Eau Secours!* publie aujourd'hui un document d'analyse qui dresse un portrait lucide de la situation porcine et de ses impacts sur la qualité de l'eau au Québec. Ce document relate les faits à partir de septembre 2003, moment de la publication du rapport par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). (1)

À l'aube des audiences de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire, *Eau Secours!* invite ses membres et la population à intervenir auprès de leur député.e face à la gestion irresponsable de l'eau par le gouvernement du Québec qui, au risque d'empoisonner nos réserves d'eau souterraines, les cours d'eau et lacs, fait tout pour plaire à l'industrie porcine, à l'agriculture industrielle et aux multinationales de l'agroalimentaire en particulier.

En bref

L'étude démontre que, le gouvernement du Québec prend pour acquis que les normes qu'il impose sont suffisantes pour protéger l'environnement et l'eau, alors qu'il n'en est rien. Il dit offrir la possibilité aux gouvernements locaux d'imposer des restrictions plus sévères que les siennes, alors qu'il entrave souvent leurs actions sous prétexte de ne pas nuire au développement de la production porcine (*comme dans le cas des MRC de Kamouraska et de Nicolet-Yamaska*). Quant aux normes gouvernementales, non seulement sont-elles insuffisantes pour protéger l'environnement et l'eau, mais le gouvernement ne prend pas les moyens d'en assurer le respect. Il continue de surcroît à financer et à soutenir la production et le développement porcin sous sa forme actuelle, jetant à la poubelle l'ensemble du colossal travail effectué par la Commission du BAPE et tous ceux et celles qui y ont participé.

Les faits saillants :

- Les lisiers de porc, largement épandus sur de grandes surfaces cultivables, coulent généreusement dans les canaux, les ruisseaux et les rivières. Parfois, ces lisiers atteignent des cours d'eau importants près des équipements d'approvisionnement des municipalités, mettant directement en danger la qualité de l'eau potable ainsi puisée et, potentiellement, la santé des gens qui la boiront. Paradoxalement, le gouvernement s'oppose à la volonté de la MRC de Kamouraska d'obliger les nouveaux porciculteurs à produire sur paille plutôt que sur lisier;

- Les normes gouvernementales relatives aux bandes riveraines sont insuffisantes et peu respectées. La MRC de Nicolet-Yamaska a dû se battre pour que le gouvernement accepte qu'elle impose des bandes riveraines plus importantes le long de trois cours d'eau majeurs;
- Le *Règlement sur les exploitations agricoles (REA)*, principal règlement agricole servant à protéger l'environnement et l'eau, n'est basé que sur le phosphore alors que les pratiques agricoles polluent de bien d'autres façons (nitrates, pesticides, érosion des sols, antibiotiques, etc.). De plus, la norme phosphore contenue dans le REA ne devra être respectée qu'en 2010;
- Le REA fonctionne selon une approche ferme par ferme alors que logiquement, il devrait tenir compte des bassins versants. Depuis la levée du moratoire sur la production porcine en décembre 2005, toute référence à la protection de certains bassins versants a disparu.

Le président de la Coalition, André Bouthillier, invite les agriculteurs « *pris dans l'agrobusiness à se ressaisir, à rejoindre ceux et celles qui déjà ont renoué avec la pratique moderne de l'agriculture saine tout en protégeant l'eau : chose commune et vitale s'il en est une.* »

-30-

(1) *Publication du BAPE: Consultation publique sur le développement durable de la production porcine au Québec*